

Brexit et protection animale : contexte légal et politique et cadre pour évaluer les impacts sur le bien- être animal

14 décembre 2018

Un article de la revue [Animals](#), signé de [S. P. Mac Culloch](#) (université de Winchester), offre une synthèse des réflexions sur l'impact potentiel du Brexit sur le bien-être animal au Royaume-Uni. Une série de rapports ont traité cette question, sous des angles variés : politique, commercial, réglementaire, etc.

Sur le plan commercial, l'exclusion du Royaume-Uni (R-U) du système européen [TRACES](#) (gestion des mouvements d'animaux et de produits d'origine animale) conduirait à un contrôle renforcé aux frontières, source de dégradation du bien-être pour les animaux concernés (notamment temps d'attente plus long). Un autre [risque](#) serait d'importer au R-U des denrées animales produites avec des normes de bien-être inférieures à celles de l'Union européenne, ce qui serait de surcroît économiquement préjudiciable aux éleveurs. L'étude [A better brexit for farm animals](#) propose d'ailleurs un soutien financier pour les modes de production respectant le bien-être animal. Le Brexit pourrait également avoir des conséquences pour d'autres catégories : animaux d'expérimentation, dont la protection dépend de la directive [2010/63/UE](#) ; animaux de compagnie, en raison de conditions plus strictes de mouvements, d'une possible pénurie de médicaments et d'un manque de vétérinaires (le Royaume-Uni connaît un déficit de professionnels compensé par l'installation de ressortissants de l'UE).

Sur le plan politique, l'auteur souligne le rôle d'alerte du rapport [Brexit, the best deal for the animals](#), cosigné par [Wildlife and Countryside Link](#) et [UK Center for Animal Law](#), en concertation avec différentes ONG. L'article évoque également les positions historiquement [divergentes](#) des deux principaux partis vis-à-vis de la cause animale : face au parti travailliste, souvent associé à une [politique plus protectrice](#), le parti conservateur s'est récemment davantage investi en la matière. Ces dernières années, le [DEFRA](#) a ainsi adopté des mesures protectrices : [vidéosurveillance obligatoire](#) en abattoir, [interdiction](#) du commerce de chiots et de chatons par des particuliers, [prévention du braconnage des éléphants](#) via l'interdiction du commerce de l'ivoire.

L'auteur souligne que les impacts du Brexit sur le bien-être animal, au Royaume-Uni, dépendront du modèle de relation future adopté avec l'UE : de type norvégien (espace économique européen), ou suisse (association européenne de libre échange), ou accords de libre échange, etc.

Madeleine Lesage, Centre d'études et de prospective

Source : [Animals](#)